

Délibération n°2026_03_31_34

Objet : Formation des élus locaux

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MARDI 31 MARS 2026**

L'an deux mille vingt six, le trente et un mars, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le mercredi 25 mars 2026, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 24

Nombre de membres représentés : 5

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents :

Jean-Pierre RICO - Mario Joseph MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Brigitte RODRIGUEZ - Patricia NIVESSE - Olivier BOUDET - Maryline BENEDETTI - Francine BOYER - Jean-Marc MALEK - Karine BREITHEL - Michel LITTON - Magali OLOMBEL - Benoît DELTOUR - Muriel POIJOL - Eric LOUVET - Sandrine CLAPIER - René DEROSI - Farah GUILLAUMONT - Cyril MARCHAL - Romain CASAS-MATEU - Richard CHAUVET - Liliane FELIX - Sabine COMMUNAY - Mickaël BERGE

Absents représentés :

Fabrice IRANZO pouvoir à Olivier BOUDET - Xavier MIRAULT pouvoir à Brigitte RODRIGUEZ - Laurie BELTRA pouvoir à Maryline BENEDETTI - Patrick PASQUIER pouvoir à Mickaël BERGE - Fanette VIALARD pouvoir à Richard CHAUVET

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Jean-Pierre RICO, Maire, rapporte :

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2123-12 à 16 ;

Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

Vu la loi n°2025-1249 du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l'élu local ;

Considérant que la formation des élus est une condition indispensable à la commune et à l'exercice serein de leur mandat ;

Considérant l'obligation pour le conseil municipal de délibérer sur l'exercice du droit à la formation de ses membres dans les trois mois suivant son renouvellement ou de fixer les orientations budgétaires annuelles ;

Les élus salariés, fonctionnaires ou contractuels, ont droit à un congé de formation de 24 jours pour toute la durée de leur mandat et quel que soit le nombre de mandats qu'ils détiennent.

Les dépenses de formation constituent, pour le budget de la collectivité, une dépense obligatoire si l'organisme de formation est agréé par le ministère de l'Intérieur pour la formation des élus locaux.

Le montant prévisionnel des dépenses de formation au titre de l'article L. 2123-12 ne peut être inférieur à 2 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux membres du conseil municipal en application des articles L. 2123-23, L. 2123-24, L. 2123-24-1 et, le cas échéant, L. 2123-22.

Le montant plafond des dépenses de formation est fixé à 20 % du montant total des indemnités théoriques de fonction (majoration spécifique incluse).

Pour la commune de Pérols, une enveloppe annuelle de 6 000,00 euros est inscrite au compte 6535 du budget de la Commune. La somme inscrite pourra être modifiée en cours d'exercice budgétaire par décision modificative.

Les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n'ont pas été consommés à la clôture de l'exercice au titre duquel ils ont été inscrits sont affectés en totalité au budget de l'exercice suivant. Ils ne peuvent être reportés au-delà de l'année au cours de laquelle intervient le renouvellement de l'assemblée délibérante.

Les membres d'un conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions.

Les frais d'enseignement, mais aussi de déplacement et de séjour résultant de l'exercice du droit à la formation, donnent droit à un remboursement par la collectivité. Les frais de déplacement sont pris en charge dans les conditions applicables aux agents de l'État, c'est-à-dire celles de l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État.

En outre, les pertes de revenus subies par l' élu du fait de l'exercice de son droit à la formation sont compensées par la collectivité, dans la limite de 21 jours par élu, pour la durée du mandat, et d'une fois et demie la valeur horaire du salaire minimum de croissance par heure.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à l'application de ce droit à la formation pour les élus locaux ;
- Prendre en charge les frais de formation et les frais de déplacement conformément à la réglementation en vigueur ;
- Inscrire les sommes correspondantes au budget supplémentaire de la Commune.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 29

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Secrétaire de séance,
Patricia NIVASSE



Fait à Pérols, le 1 avril 2026

Le Maire,
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.